

Combattre l'excision, une réalité verviétoise aussi

Rougy n'est pas une femme intacte. Entre tradition et torture, « une partie de ma vie, de moi, de mon âme m'a été retirée à jamais ». Peur des siens restés en Guinée, elle témoigne à visage caché de ce qu'elle croyait être la « normalité » avec l'espoir que ses mots trouveront écho. Ils résonnent en tout cas au GAMS de Verviers.

● Sarah RENTMEISTER

Une énorme gifle. Une gifle qu'on reçoit en pleine face d'une violence croissante au fil des mots dévoilant une réalité atroce, « l'enfer de toute une vie. » La gifle que nous met le témoignage de courage et de résilience avec en filigrane le désir de combat de cette jeune Guinéenne d'origine installée à Verviers. Une gifle claquant le cœur, le corps et l'esprit, qui vous transporte avec elle dans le cauchemar de son quatrième anniversaire dans un petit village d'Afrique de l'ouest.

« Mon tour d'être comme les autres »

La petite Rougy se réjouit de cette « fête » qui fera d'elle « une femme, une vraie. » La « fierté » envahissait tout son être, avoue-t-elle quelque peu honteuse, « c'est un peu, comment on dit ici ? Ah oui, la communion. L'excision, toutes les petites filles la faisaient, c'était mon tour. Mon tour d'être comme les autres Je ne savais pas ce qui m'attendait. » Six mains l'immobilisent, une corde dans sa bouche l'empêche de crier, « et une partie de moi que Dieu avait mis là m'a été enlevée à jamais. Maman ne voulait pas, j'en suis sûre,

mais si elle ne le faisait pas, elle allait préférer mourir que d'accepter qu'on devoir divorcer. C'est comme ça que ça se passe. »

La petite fille n'est plus, elle grandit dans ce qu'elle croyait être « la normalité », mutilée pour être « pure » avant son mariage. Rougy est infibulée. Son corps est tranché, sauvagement suturé, fermé à double tour au fil et à l'aiguille jusqu'à ce que son père l'offre en mariage à l'âge de 16 ans à un homme de quarante ans son aîné. « Le jour de mon mariage, je revenais d'avoir été puiser de l'eau. Papa – j'ai découvert après qu'il n'était pas mon père biologique – m'a dit d'aller m'habiller en blanc. C'était le jour où j'allais devoir quitter la maison. » Rougy devient la seconde femme de son bourreau polygame qui décide d'un coup de couteau non aiguisé de l'aliéner, « c'est une douleur que je peux encore ressentir. » Un « acte inhumain » qui la hante chaque jour de son existence. Une barbarie qu'elle refusera bien des années plus tard de faire subir au fruit de ses entrailles meurtries. « Mon mari m'a jetée à la rue avec ma fille. Je me suis retrouvée sans rien, à devoir retourner chez mon beau-père qui voulait faire exciser ma petite fille. »

Inconcevable pour Rougy, « je

excise mon enfant, qu'on lui fasse ce qu'on m'a fait. » Elle cache alors la petite chez une amie et prend ses jambes à son cou. « J'étais poursuivie. » Il voulait « ma peau. C'est comme ça là-bas. » Un parcours de violences indescriptibles et de traitements inhumains s'en suit, « ma vie, c'est comme un escalier, je monte et chaque marche est une difficulté de plus. » Rougy quitte le pays. « Je me suis procuré un passeport. » Arrivée en Belgique en 2014 sans son enfant, un rhume la conduit chez le médecin à la maison médicale verviétoise Mosaique où elle rencontre une assistance sociale qui devient sa confidente et son aidante. « Elle m'a sauvée. » La lutte peut commencer « pour faire revenir ma fille. Aujourd'hui, elle est là avec moi », dit-elle en expirant de soulagement. Est alors né un nouveau combat pour Rougy. Celui de parler de son excision au GAMS, le Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles, né à Verviers il y a peu « de vider ma tête », de comprendre et apprendre à aimer son corps mutilé et de témoigner « de cette torture » qui concerne 200 millions de femmes au monde « pour qu'un jour, tout ceci n'arrive plus. » ■

Projection

Le GAMS organise un ciné-débat le mardi 20 novembre à l'Espace Duesberg boulevard des Gérardchamps à Verviers. Un film signé Emmanuelle Labeau *Kimbidalé* sur le thème de l'excision (13 h 30 pour écoles et associations et 19 h pour le tout public). Projection sera suivie d'un débat. ■

> Inscriptions : 0470/88 36 03

DATES CLÉS

1996 Le GAMS (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles féminines) est né en Belgique en 1996, créé par Khadidiatou Diallo. « *Elle a fui un mariage forcé au Sénégal, elle a été excisée à 8 ans et mariée à 16 ans. Arrivée en Belgique, elle a commencé à parler de son problème de mutilation et a réalisé qu'il n'existait aucune structure d'accompagnement pour venir en aide aux personnes victimes de mutilations génitales. Elle a décidé d'en mettre une en place* », explique Samia Youssouf, du GAMS. Dans les années 90, c'est la guerre en Somalie, les premières femmes demandent l'asile en Belgique. C'est dans ce contexte également qu'a été créée l'association.

2001 Les mutilations sexuelles

féminines font l'objet d'une incrimination spécifique en droit belge depuis 2001 (une peine de 3 à 5 ans de prison). Depuis 2014, l'incitation à la pratique de l'excision est également punie d'une peine d'emprisonnement (de 8 jours à 1 an). En fonction de ces circonstances (victime mineure, séquelles, but de la pratique), les peines peuvent s'élever jusqu'à 15 ans d'emprisonnement.

2018 La naissance de la permanence verviétoise. Le mardi, le GAMS accueille les femmes entre 14 h 30 et 16 h 30 à l'Espace 28 rue de la Colline à Verviers. Le GAMS a commencé dans un petit bureau à Bruxelles. Aujourd'hui, il représente au total une vingtaine de salariés dans la capitale, à Liège, à Namur et à Verviers à travers cette permanence.

Le corps médical est-il préparé ?

Former les gynécologues belges, et dans ce cas-ci verviétois, est un des axes de travail développés par le GAMS. Il y a peu, les gynécologues du CHR Verviers ont suivi un module sur cette réalité qui gagne du terrain. « *La communauté médicale doit participer au projet. Concrètement, le corps médical apprend ce que sont les mutilations génitales. L'importance du problème en Belgique et dans le monde, indique la néphrologue Michelle Muller, également membre du GAMS. On développe aussi le contexte socioculturel, les conséquences médicales (lire ci-contre) et la prise en charge.* » Comprendre l'excision, savoir y faire face humainement et

médicalement « *pour une meilleure prise en charge* », ajoute Samia Youssouf, du GAMS, c'est l'objectif de ces différentes formations. Les médecins et paramédicaux sont aussi ciblés à travers un nouveau module de formation le 8 novembre de 20 h à 22 h 30 au Sisdef ASBL, rue de la Marne 4 à Verviers, avec comme orateurs la directrice du GAMS, Fabienne Richard et Docteur Martin Caillet, gynécologue au CHU Saint-Pierre. « *Les médecins scolaires peuvent aussi être formés. L'idée serait que l'examen gynécologique fasse partie de l'inspection médicale scolaire. Il y a tout un travail à mettre en place pour y arriver.* »

> Infos : 0470/883603

« La population concernée est dense »

● Interview :
Sarah RENTMEISTER

Samia Youssouf, le GAMS (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Sexuelles) a récemment ouvert une permanence à Verviers. Expliquez-nous pourquoi ici plus qu'ailleurs ?

La population concernée par les mutilations génitales ou les risques d'excision et d'infibulation – femme excisée et recousue – est très dense, que ça soit dans la communauté somalienne, guinéenne, camerounaise ou ivoirienne présente ici à Verviers. Et cela rappelle que nous avons 16 % d'allochtones dans la commune. Actuellement, on traite avec une vingtaine de personnes. Il existait un réel besoin de développer une plateforme ici, pour accompagner et sensibiliser un maximum de personnes. D'abord, nous avons commencé les permanences deux fois par mois grâce à L'Espace 28 (NDLR : composé, notamment, d'un service social et psychologique) qui nous accueille. Face à une demande croissante, nous sommes passés à un jour de permanence par semaine. Nous avons par ailleurs des psychologues spécialisés en clinique transculturelle qui prennent en charge les personnes avec l'aide d'interprètes si nécessaire. Nombreuses sont les associations verviétoises confrontées à ces problèmes et qui nous confient désormais les personnes.

Expliquez-nous ce qu'on entend par excision et infibulation ?

Pour être la plus claire possible et sans rentrer dans les détails des différents types de mutilations, l'excision c'est enlever la partie externe du clitoris, les petites lèvres et les grandes lèvres. Si on recoud le tout, c'est alors l'infibulation. On dit d'une femme excisée et recousue qu'elle est infibulée. On lui laisse seulement un petit passage pour l'urine et les règles. Avec toutes les graves complications que cette mutilation peut engendrer immédiatement comme le décès par hémorragie ou les douleurs intenses, les conséquences à plus long terme comme les infections urinaires, les kystes ou abcès, les douleurs pendant les règles, l'incontinence, les accouchements et rapports sexuels extrêmement pénibles et la stérilité. Et évidemment le traumatisme psychologique dramatique.

Dans quels pays se pratique l'excision ?

On estime (UNICEF : NDLR) que 200 millions de filles et de femmes ont subi une mutilation sexuelle féminine et que 3 millions de filles sont à risque chaque année dans le monde. La moitié de la population concernée, soit 100 millions, est répartie dans trois pays : l'Égypte, l'Éthiopie et l'Indonésie. Mais la pratique est présente dans au moins 28 pays africains, aussi

en Asie (Malaisie...), dans la péninsule arabique (Yémen, Oman...), au Moyen-Orient (Irak, Iran...) et en Amérique latine (Colombie, Pérou).

Quelles sont les raisons qui poussent les populations à cette pratique ?

L'excision ou l'infibulation, cela vient de la Haute Égypte. Les pharaons déjà infibulaient leurs femmes – ils en avaient plusieurs – lorsqu'ils partaient en guerre pour avoir un contrôle sur elles. C'est important de souligner que c'est avant toute religion que cette pratique a commencé. L'excision est pratiquée parmi des communautés chrétiennes (catholiques, protestantes, coptes), juives d'Éthiopie (les Falachas), musulmanes, animistes. C'est culturel et traditionnel. Une personne qui n'a pas subi l'excision n'est pas reconnue dans la société. Une femme excisée fera subir l'excision à sa fille non pas pour la faire souffrir mais pour lui faire trouver une place dans la société. Si une femme n'est pas excisée, elle n'aura pas le statut d'une femme respectable, elle sera rejetée.

Le GAMS a pour mission, vous l'avez dit, l'accompagnement et la sensibilisation. Le pan sensibilisation laisse deviner qu'on pratique encore l'excision ici malgré que la loi belge l'interdise (lire encadré) ?
Ça existe, sauf que c'est caché

puisqu'interdit par la loi. Dans les pays occidentaux qui accueillent des communautés originaires des pays que j'ai cités, des fillettes en sont encore victimes. Les familles peuvent faire appel à une exciseuse expatriée ou envoient leur fille en vacances au pays pour qu'elle subisse l'excision. Les personnes qui migrent viennent avec leurs propres traditions et l'excision ne se limite pas au pays d'origine. Si les parents n'ont pas été sensibilisés, pour eux, c'est automatique d'exciser leur petite fille. C'est pour cela que nous avons des chiffres qui augmentent constamment. Malheureusement, en 2018, la pratique gagne du terrain. Pour éviter cela, il faut passer par la sensibilisation et aussi au niveau des hommes, ce que le GAMS fait.

Vous parlez chiffres. Une estimation du nombre de femmes excisées ou à risque de l'être à Verviers ?

Difficile de dire pour Verviers, mais on peut affirmer que la province de Liège est la plus touchée en Wallonie (1 700 femmes excisées ou à risque de l'être). En Belgique, 25 917 femmes sont excisées ou à risque de l'être, 11 049 en Flandre, 8 075 à Bruxelles et 5 552 en région wallonne et 1 241 filles et femmes demandeuses d'asile. 9 164 filles sont mineures, 3 262 sont des petites filles de moins de cinq ans. Une population jeune. ■